

5^c Journal du Lot 5^c

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

	Ces prix doivent être doublés pour l'édition quotidienne.		
	3 mois	6 mois	1 an
CAHORS ville.....	»	»	8 fr.
LOT et Départements limitrophes.....	3 fr.	5 fr.	9 fr.
Autres départements.....	3 fr. 50	6 fr.	11 fr.

Les abonnements se paient d'avance

Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUÉSLANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

L'Agence HAVAS, 8, Place de la Bourse, est seule chargée, à Paris, de recevoir les Annonces pour le Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne).....	25 cent.
RÉCLAMES.....	50 —

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

VOIR LES DÉPÊCHES AU VERSO

LA GUERRE

LA SITUATION

La chasse aux portefeuilles.
— De grâce qu'on substitue les actes aux discours.
— Les propositions des Boches. Le Kaiser est vraiment bien bon ! — La situation financière et alimentaire de nos ennemis. — On agit, enfin, en Grèce. — Sur les fronts.

Les Saintes Ecritures promettent une félicité éternelle à ceux qui naissent une seconde fois. Sans nous attendre à discuter l'étrange, au moins apparente, de cette seconde venue au monde, constatons que la prophétie ne paraît point s'appliquer à notre Premier ministre !...
Son ministère est bien né à nouveau, mais à peine ses yeux se sont-ils ouverts à la lumière, qu'il est fort malmené par les élus du Pays.
Les députés — en attendant que le Sénat opère — ont, pour la seconde fois, en quelques jours, essayé de renverser M. Briand.

En n'attendant pas de nous que nous entrions dans le détail de la manœuvre. Nous nous sommes interdits de discuter des choses politiques jusqu'à la fin de la guerre. Nous tiendrons parole.

En commentant brièvement l'événement nous nous plaçons donc, aujourd'hui, au simple point de vue de l'intérêt du Pays. Cela seul importe.

Le salut de la Nation exige-t-il le renversement du Cabinet actuel ? — Alors, pourquoi hésite-t-on ?
Qu'on précipite Briand et ses seconds dans le néant !

La querelle procède-t-elle, au contraire, d'un mobile moins élevé ? Par exemple, s'agit-il tout simplement d'assurer à MM. X, Y ou Z la place des puissants du jour ;... les interpellateurs pratiquent-ils, avant tout, la politique du « Ote-toi de là... » — en ce cas, déplorons le temps perdu au détriment du pays.

Peut-être aussi la vérité « git-elle dans le milieu » comme disaient les letins ! Peut-être des fautes ont-elles été commises. Peut-être nos dirigeants ont-ils manqué d'énergie en certaines circonstances et alors on doit féliciter la Chambre de son contrôle heureux. Mais si le mal est réparé, ou en voie de l'être, pourquoi s'éterniser dans la critique. Pense-t-on, à Paris, que ces discussions interminables fortifient le moral de l'arrière ? On se tromperait fort !...
Il y a eu des fautes commises. D'accord. — La Chambre entend que le gouvernement soit, à l'avenir, plus vigilant et plus actif. Parfait. — M. Briand, qui a accepté ce rappel à l'ordre, a promis de réformer des méthodes défectueuses. La grande majorité des élus lui a fait crédit. Il y a donc lieu de voir si les promesses seront tenues. Voilà la question. Continuer une opposition néfaste, dont le but est peu avouable, constituerait une faute lourde.

Plus de paroles, des actes.
Qu'on se mette au travail. Il y a assez de temps perdu en palabres inutiles et le pays ne souffrirait pas que les partisans du « jeu parlementaire » sacrifient plus longtemps l'intérêt de la France à leurs ambitions personnelles.

Personne n'entend supprimer le légitime droit de contrôle du Parlement, mais contrôle ne signifie pas obstruction systématique.

Le Temps a mille fois raison, lorsqu'il dit :
« Nous avons un cabinet. Il faut le renverser ou travailler avec lui, l'aider à travailler, le faire travailler. On a essayé de le renverser, il reste debout. Pour lui et sur lui »

pour la France, il n'y a donc qu'une voie : « Agir ! » Le pays ne comprendrait pas que cette consigne ne fût pas entendue et obéie par tous, sans exception.

On connaît enfin, dans leurs grandes lignes, les propositions des Boches.

Elles sont « honorables », comme vous l'allez voir !

Rien de fait, dit l'Allemagne, nous revenons à la situation d'avant guerre, AVEC DES EXCEPTIONS IMPORTANTES, par exemple : l'établissement des royaumes de Pologne et de Lithuanie. — Voilà deux conditions qui rempliraient d'allégresse nos bons amis Russes. Guillaume propose de supprimer, d'un coup, à l'empire moscovite, quelque 30 millions d'habitants. Aucun doute, le Tsar va trouver ces propositions tout à fait « raisonnables » !...

Enfin on procédera à des rectifications de frontières dans les Balkans ; c'est-à-dire que la Roumanie et la Serbie seront réduites à la portion congrue, de façon à donner quelques provinces aux Bulgares, aux Turcs et aux Grecs.

A part cela, l'Allemagne ne modifie rien à la situation ante bellum !... Ainsi, les Barbares se sont rués sur la France, après avoir dévasté la Belgique ; ils ont sacqué des territoires immenses en Russie et ayant tenté, VAINEMENT, pendant 29 mois, de juguler les Alliés, ils estiment qu'il n'y a rien de fait et qu'on pourrait signer un bon petit traité aux termes duquel chacun rentrerait chez soi, étant entendu que, pour sa peine, l'Allemagne prendra quelques provinces à l'est et à l'ouest et qu'on lui rendra toutes ses colonies.

Le Kaiser est vraiment bien bon !... Nous en aurions pour quelques lustres à reconstituer nos provinces sacagées, et tandis que, péniblement, nous reconstruirions nos cités détruites et nos industries anéanties, les Boches qui, eux, n'ont rien à « réparer », accumuleraient des 420 pour nous écraser dans quelque dix ou vingt ans.

Le Kaiser est décidément un bon cœur !... Et il y aurait des Français qui souscriraient à ces conditions. Il y aurait chez nous des aveugles qui accorderaient aux Barbares le répit imploré pour la préparation des engins qui assassineront leurs enfants ? Qu'ils se montrent, ceux-là. Qu'ils osent, publiquement, soutenir leur monstrueuse lâcheté envers la France et envers la Civilisation.

La paix, oui, à condition que les Alliés obtiennent le désarmement absolu de la horde prussienne, la reddition ou la destruction de la marine allemande et de la totalité de son artillerie, et quelque chose encore avec cela !

Guillaume accepterait-il ces conditions ? Non. Alors, il n'y a qu'à fermer l'oreille à toutes les propositions hypocrites du plus fourbe des peuples.

Pas d'autre moyen d'obtenir la paix qui assurera la tranquillité du monde que la Victoire.

Tout autre paix serait une simple trêve accordée aux assassins pour fourbir leurs armes.

Qui veut passer un bail, avec nos ennemis, pour l'assassinat futur de ses enfants ?

Personne ! Dès lors, trêve aux lamentations des pacifistes ; la lutte implacable doit se poursuivre jusqu'au bout ; jusqu'au succès définitif et inéluctable.

La supériorité des Alliés est certaine, si l'Entente intensifie son effort, ce qui est incontestable.

Guillaume ment lorsqu'il nous offre la paix.

Il sait bien que la victoire est impossible pour lui et il tente une manœuvre habile pour désagréger le bloc des Alliés. N'a-t-il pas fait an-

noncer par la presse neutre que le Japon, mécontent de l'Entente, allait traiter avec Berlin et que, déjà, le Mikado avait supprimé tout envoi de canons et de munitions à la Russie ?...

Un démenti éclatant a réduit à néant ce rêve du Kaiser.

Il en sera de même pour tous les autres calculs de Berlin. Les Alliés, étroitement unis, entendent rester solidaires jusqu'au châtiement. Rien ne les dissociera !...

La manœuvre allemande est, au contraire, un stimulant pour l'Entente. Car, enfin, Berlin ne peut cacher ses embarras financiers et économiques.

Le change allemand fléchit d'une façon désastreuse sur tous les marchés du monde. Il atteint jusqu'à 36 0/0 à Genève !... C'est la preuve indiscutable de la méfiance croissante des capitalistes des pays neutres qui sont convaincus que l'Allemagne est acculée à la faillite.

L'or est le nerf de la guerre. Ce n'est pas en Autriche, en Bulgarie, ou chez le grand Turc que la Germanie trouvera cet or qui lui fait défaut !

Au point de vue alimentaire, il est certain que la situation est également mauvaise chez nos ennemis.

Le Chancelier l'a reconnu en avouant au Reichstag que les denrées trouvées en Roumanie mettaient, pour quelques mois, l'Allemagne à l'abri de la famine.

D'abord, il y a peut-être là une exagération voulue ; et puis l'Allemagne n'est pas tout ; il reste à prévoir l'alimentation de ses trois alliés. Qu'on juge de leurs besoins par le télégramme suivant venu de Berne :

« A la séance du conseil municipal de Vienne, qui s'est tenue le 8 décembre, le conseiller Hein, au cours d'une discussion sur la situation alimentaire de Vienne, a dit :

— Il nous faut du pain, sans quoi nous aurons de graves émeutes populaires ; il nous faut du pain, sinon nous serons incapables de maintenir l'ordre public.

Le conseiller Hohensinner, prenant à son tour la parole :

— Nous lisons, dit-il, que les députés allemands réclament les céréales roumaines pour l'Allemagne. Ce serait là une grande injustice. La ville de Vienne est en effet au seuil de la famine.

Le conseiller Skarek ajouta :

— A l'heure angossante où l'Autriche a eu le plus grand besoin de secours, notre nation sœur, la Hongrie, refusa de nous venir en aide. La Hongrie, en effet, possède des céréales, mais refuse de les partager avec l'Autriche. Les Hongrois se sont comportés non point comme des concitoyens, mais comme des ennemis. Nous ne pouvons davantage permettre, soit aux Allemands, soit aux Bulgares, de s'emparer des céréales roumaines, pendant qu'à Vienne nous manquons de pain.

Voilà qui explique le désir ardent des Autrichiens de voir les Neutres « peser sur les Alliés » pour les amener à accepter la paix !...
N'insistons pas, bornons-nous à noter la riposte anglaise. Nos alliés annoncent que leur armée est portée, à dater de ce jour, à cinq millions d'hommes, au lieu de quatre millions, tandis que l'amiral Beresford annonce une organisation nouvelle pour une lutte plus efficace contre les sous-marins.

Agissons comme les Anglais. Ensemble, écrasons la horde. Nous causerons ensuite de la paix.

Enfin ! Les Alliés en arrivent aux bons moyens avec la Fourbe d'Athènes. On lui a accordé 24 heures pour souscrire, sans la moindre réserve, aux demandes de l'Entente.

C'est très simple. Constantin ramènera immédiatement ses troupes dans le Péloponèse et livrera ses canons, sans que le général Sarraïl et l'amiral Gauchet se chargeront de lui faire entendre raison.

Pas l'ombre d'une illusion, le Pleutre s'inclinera. Une fois encore il feindra de nous accorder tout ce que nous demandons. Sera-t-on dupe de cette hypocrisie nouvelle ?

Qu'on ne s'y trompe pas ; il n'y aura rien de fait tant qu'on n'aura pas bouclé cet assassin de nos marins.

Les journaux suisses qui annonçaient une activité nouvelle sur notre front étaient bien renseignés. Le gé-

néral Nivelle fête sa prise de commandement par un brillant succès au nord de Douaumont : front ennemi enfoncé sur 10 kilomètres de large, 3 de profondeur, plus de 7.000 prisonniers, butin considérable. C'est une belle journée qui atteste notre ascendant sur l'ennemi.

Quelle superbe réponse aux « pacifistes » (1) de Berlin !...
Sur le front anglais activité de l'artillerie.

Dans les Balkans, les Russo-Roumains reculent toujours. Ils doivent se rapprocher des positions prévues pour l'arrêt !

A. C.

Sur le front belge

La lutte d'artillerie commencée dans la nuit du 14 au 15 décembre s'est prolongée avec violence dans la région de Steenstraete, et plus au nord.

Des pièces belges de tous les calibres et nos engins de tranchées ont vivement pris à partie les batteries ennemies.

DEVANT VERDUN

Nos troupes viennent de remporter un brillant succès devant Verdun. Les lignes allemandes enfoncées d'une profondeur de 3 kilomètres sur dix kilomètres d'étendue, plus de 7.500 prisonniers, un butin considérable, tel est le résultat de cette magnifique journée.

L'assaut fut donné à dix heures, ce matin, la route fut ouverte à l'infanterie par un bombardement intense et prolongé, qui ne dura pas moins de soixante-dix heures, et qui, au dire de l'ennemi lui-même, « tenait sous son feu les terrains en arrière de ses positions ». Aussi nos pertes furent-elles légères.

Ce succès ramène l'ennemi aux positions d'où son offensive est partie vers la fin de février.

En deux journées, 24 octobre et 15 décembre, les efforts de neuf mois de campagne pour les Boches, ont été faits en 4 ain.

Le Kaiser en Alsace

Le Kaiser, en présence du kronprinz, a passé des troupes en revue près de Mulhouse.

La Hollande se prépare à l'éventualité d'une Guerre

Dans son discours sur le budget de 1917, le ministre d'Etat a dit que la provision des munitions avait été considérablement augmentée et qu'elle augmente journellement grâce à l'extension des fabriques de munitions d'Etat et à la coopération des fabriques privées.

Le gouvernement conserve l'opinion qu'un danger existe pour les Pays-Bas pouvant entraîner la guerre. Qu'il est ainsi inévitable que des forces militaires suffisantes soient mises immédiatement à la disposition du pays.

Au bord du fossé

On affirme, dans les milieux financiers genevois, qu'un véritable krach va se produire. L'Allemagne a, jusqu'à présent, réussi à reporter, de mois en mois, les échéances énormes qu'elle a à l'étranger. Le dernier délai accordé expire le 31 janvier prochain. Ce jour-là, le gouvernement impérial devra ou payer en or une somme formidable ou obtenir un renouvellement à des conditions telles qu'une faillite pourrait s'ensuivre.

Un effrayant besoin de paix

On affirme, de source allemande, que la proposition de paix allemande a été imposée au gouvernement impérial d'une part par l'Autriche et, d'autre part, par une formidable pression populaire.

Un Suisse, qui revient de Munich, affirme en effet, que ces derniers temps des troubles fréquents se sont produits, dont quelques-uns ont pris le caractère de véritables émeutes.

Dans toutes les villes allemandes, des meetings violents ont eu lieu ; des cortèges de femmes ont parcouru

les rues, réclamant la paix et du pain.

L'armement des navires marchands

Le docteur Mac Namara, secrétaire financier de l'amirauté, a déclaré, hier, que celle-ci s'occupait activement de la question de l'armement des navires marchands.

Lord Robert Cecil, ministre du blocus, a démenti le bruit qui courait que l'Allemagne se procurait des matières grasses et du cuivre en dépit du blocus.

C'est l'Autriche

Commentant les propositions de paix allemandes d'après le discours du comte Tisza, le « Journal de Genève » constate que l'Autriche-Hongrie tient à affirmer que l'initiative de ces propositions vient d'elle.

Le silence allemand, le renvoi du pangermaniste Koerber, l'absence de l'empereur Guillaume aux funérailles de François-Joseph, tous ces faits rapprochés laissent un coin d'ombre que l'avenir éclaircira.

Quel coup de théâtre est en préparation

D'après le « Daily Mail » un radiotélégramme allemand annonce la convocation du Reichstag pour mardi prochain.

On s'attend à des explications du chancelier au sujet de la nouvelle situation militaire sur le front sud-est.

Cette convocation est d'autant plus inattendue que le « Berliner Tageblatt » déclarait, il y a deux jours à peine, que la prochaine séance du Reichstag n'aurait lieu que vers le milieu de janvier. Le front allemand du sud-est est celui des Balkans et, apparemment, il n'y a guère que l'intervention armée du roi Constantin aux côtés de l'Allemagne qui pourrait provoquer le changement de la situation auquel fait allusion la convocation lancée par le chancelier.

Les Etats-Unis n'admettront plus les prétendues erreurs des Pirates

Les cercles officiels de Washington, fatigués de voir l'Allemagne toujours violer les promesses qu'elle a faites au sujet de la guerre sous-marine, croient cependant que Berlin désire éviter la rupture.

M. Wilson est décidé à ne pas admettre les prétendues erreurs qui se répètent indéfiniment. Toute nouvelle erreur sera considérée comme une insulte délibérée, et les relations seront rompues.

Cette opinion modérée, appuyée par la grande majorité des Américains, sera communiquée à Berlin.

Le « Deutschland » à Brême

Le sous-marin « Deutschland » est arrivé hier à Brême.

La coopération russe s'accroît

L'avance des troupes de Mackensen sur le territoire roumain continue, mais avec plus de lenteur. Les communiqués allemands ne le dissimulent pas, et insistent avec complaisance sur le mauvais temps et la difficulté des voies de communications. Ces obstacles sont certains. Ce qui ne l'est pas moins, c'est le fait que les envahisseurs trouvent maintenant une résistance assez tenace pour leur tenir quelque temps en échec.

Les Allemands avaient signalé l'entrée en ligne de renforts russes sur le front de la Jalomnizza. Voici que le communiqué russe annonce que les cosaques ont également fait leur apparition dans la région du Bezeu et pris contact avec l'ennemi. Ainsi donc, les Roumains, sur toute l'étendue de leur front, se trouvent maintenant sérieusement aidés par nos alliés.

L'ultimatum de l'Entente a été accepté intégralement

Une dépêche d'Athènes, du 14 décembre à l'agence Stéfani, annonce

que l'ultimatum remis au gouvernement grec par les ministres de l'Entente a été accepté intégralement.

L'île de Chio proclame la déchéance de Constantin

Une à une, les provinces de la nouvelle Grèce expriment leur indignation des événements d'Athènes. Après Candie, Chio vient de notifier au gouvernement de Salonique et aux états alliés et neutres une résolution populaire portant les signatures des maires et des présidents des corporations des îles proclame la déchéance du roi Constantin. (Radio.)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 15 décembre 1916

PRÉSIDENCE DE M. DESCHANEL

M. Simyan réclame la discussion du mode de nomination de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet donnant le droit au gouvernement de légiférer par décret en matière de défense nationale.

M. Briand prend la parole pour soutenir ce projet. En déposant ce projet, le Gouvernement tient la promesse qu'il a faite à la Chambre d'agir énergiquement.

Le Gouvernement prendra des décrets en ce qui concerne la production agricole et industrielle, l'outillage des ports, les transports, le ravitaillement, l'hygiène et la santé publique, le recrutement de la main-d'œuvre, la vente et la répartition des denrées et produits, leur consommation.

Ce décret n'a rien d'inconstitutionnel, dit M. Briand, car la Chambre aura le droit de refuser les crédits que comportera chaque décret.

M. Klotz fait ses réserves sur un pareil projet de loi, qui, déclare-t-il, met en péril les droits du Parlement.

MM. Compère-Morel, Bouvery, Laval, Renaudel présentent diverses observations au milieu d'un tumulte extrême.

M. Maginot demande que le projet soit renvoyé à la commission.

Cette demande est repoussée par 278 voix contre 209.

Une proposition tendant à faire nommer par les groupes la commission chargée d'examiner le projet, est également repoussée par 248 voix contre 245.

M. Simyan propose la nomination de la Commission par les bureaux ; par 308 voix contre 181, cette proposition est adoptée.

La Chambre discute le projet de M. Varenne qui tend à renvoyer à cette commission spéciale les projets ayant trait à la révision des lois constitutionnelles.

Le renvoi de cette proposition à une commission distincte est adopté par 388 voix contre 113.

Chaque une de ces commissions sera composée de 38 membres qu'on élira mardi.

CHRONIQUE LOCALE

UN VILAIN GESTE

A l'audience du tribunal de simple police de ce jour, plusieurs laitières qui avaient refusé de se conformer aux prescriptions de la taxe sur le lait, ont été condamnées à des amendes. Peine légère, certes, mais qui prouve la volonté des pouvoirs compétents de faire respecter leurs prescriptions prises dans l'intérêt public.

Hélas ! d'autres taxes mériteraient d'être appliquées avec plus de sévérité, car il y a un tas d'agresseurs du commerce qui se moquent carrément des arrêtés et des lois et qui, en dépit des observations, n'en continuent pas moins à vendre les denrées au prix qu'ils fixent eux-mêmes.

Mais les laitières seules ont écopé jusqu'à ce jour. Aussi bien, elles se fâchent. Elles ont tort, car la colère est mauvaise conseillère et leur fera faire une sottise.

Eh oui, pourquoi se rebeller contre une mesure qui, pour tout le public, paraît juste. Comme nous le disions tout récemment, le lait, en effet, est pour les malades et pour les enfants.

Nous aurions cru qu'en ce moment où les morts tombent par milliers,

tous les efforts devaient être faits pour assurer la bonneterie des mal portants et des tout petits.

Et nous pensions bien que les laitières, plus que tous autres marchands, avaient compris cette nécessité, et qu'elles n'hésiteraient pas à accepter le sacrifice qu'on exigeait de leur cœur de mère surtout.

Elles ne veulent rien savoir : comme d'autres mercantiles, elles se rebiffent, elles refusent de livrer le lait aux clients, à domicile. « Les grains et les fourrages sont à un prix très élevé, disent-elles : tout augmente et nous voulons non pas diminuer le lait, mais l'augmenter. On nous applique la taxe, eh bien, tant pis pour les malades, pour les blessés de la guerre, pour les enfants au sein, nous ne le vendrons pas aux clients. »

Et ces jours-ci, certaines ont averti les clients qu'à la date du 1^{er} janvier, elles ne porteraient plus le lait, mais que ce lait serait vendu par des dépositaires.

C'est le droit des laitières de ne pas vendre de lait : mais ont-elles le droit de « s'entendre » ? Un article du Code punit le « délit de coalition ».

Mais ce n'est pas notre affaire : nous ne voulons relever qu'un geste, car il y a quelque chose de vilain dans ce geste des laitières.

Au lendemain de l'application de la taxe, certains incitaient les laitières à ne « plus vendre de lait ». On ne les a pas écoutés : mais une déléguée de laitières se rendit à la Préfecture et exposa ses doléances à M. le Préfet : à savoir que les laitières en vendant 7 sous leur lait ne joignaient pas les deux bouts.

M. le Préfet entendit les doléances et les laitières se retirèrent.

Que firent-ils, que combinèrent-ils ? Il est certain, dans tous les cas, que de nombreux clients ont été informés qu'à la date du 1^{er} janvier, on ne porterait plus le lait à domicile et que ce lait serait porté dans des dépôts. Soit.

Mais le geste est vilain, parce que les laitières qui agissaient ainsi, étaient ceux-là qui se plaignaient qu'à 7 sous le litre, ils ne « joignaient pas les deux bouts ».

Or, dans les dépôts où ils vont porter le lait, le lait ne peut être vendu plus de 7 sous, en raison de la taxe. Et entre parenthèses, que l'attention, la vigilance de la police se fixe bien sur ce point.

Eh bien, mais où est le bénéfice des dépositaires, dira-t-on, s'ils revendent le lait au prix de cette taxe qui « ruineait les laitières ».

Les laitières leur cèdent le lait à 6 sous le litre !

Voilà où le geste est vilain. Tant mieux pour les dépositaires qui gagneront ainsi quelques sous de plus, mais vraiment, ce n'était pas la peine que les laitières fissent tant de bruit contre la taxe, pour en venir à vendre leur marchandise au-dessous de cette taxe.

Ce n'est pas bien : c'est une protestation qui porte à faux, et c'est une vengeance stupide et méchante, car elle s'exerce contre les malades et les enfants qui, seuls, seront victimes.

Sans doute, il y aura du lait : les clients iront le prendre au dépôt. Mais là, le lait porté par les diverses marchandes sera mélangé, et l'on sait combien il est recommandé de donner autant que possible le lait de la même vache aux tout petits.

Où : le geste des laitières coalisées est vilain ; puisse-t-il ne pas porter bonheur à qui le fera.

Propos d'un Cadurcien

LE VERRE D'EAU

Vous n'êtes pas sans savoir qu'il y avait beaucoup plus de philosophie que de fluidité dans le haquet de Mesmer, puisqu'il fluidisait qu'un article de foie d'usages de niais névrosés. Le haquet contenait donc une morale et une moralité tout entières résumées dans l'aphorisme célèbre : « Rien ne donne la sensation de l'infini comme la bêtise humaine. » Or, si une auge et son liquide, quel que soit le liquide, dégrègent de la philosophie, pourquoi un verre d'eau, cette eau fil-elle parlementaire, n'aurait-il pas, lui aussi, le pouvoir de conduire aux dissertations spéculatives adaptées à l'actualité ?

Vous savez Brizon et sa déconforture. Vous savez ses cheveux embroussaillés par des doigts élégants et forts. Vous savez sa barbe tirée et victime du plus cruel outrage qui pût sévir jadis sur un Père conscript romain.

Vous savez les poings, les poings... suspensifs, martelant ce tribun et intronpant sa harangue sacrilège. Et vous savez son verre d'eau s'échappant, sucre compris, sur les lèvres et les crânes des huissiers duchés contrairement aux principes, règlements et protocoles de M. Deschanel.

Vous le voyez, ce verre ! N'y touchez pas ! Il est intact ! Il ressortira. Vite, sans doute ! Mais sauvé des éclats a priori inséparables de sa fragilité. Il n'est pas brisé, il n'est pas cassé en celieu ou, si vite, et si vaînement, tout casse, tout lasse, tout passe. Il servira encore, car ils boivent, nos élus, ils boivent dans le même verre la liqueur souveraine, mère de l'Eloquence, l'eau sacrée, si amère parfois ! Ça dépend des palais virtuoses de M. Briand. Il lui préférera le gosier gouailleux, sarcastique, virulent, de M. Clemenceau, comme il avait dilué les amplifications oratoires de M. Jaurès. Et il présidera au-dessous de M. Deschanel. Il présidera aux oraisons funèbres anticipées des ministres en perdition, aux morts et aux renaissances gouvernementales, blasés, mais intarissables comme les orateurs qu'il abrenve et inspire.

L'autre jour, il a fait payer à M. Brizon sa chute de la chute de M. Brizon. Ils étaient tous les deux à terre, et avant qu'on vint les ramasser l'un et l'autre, le verre intact dit à M. Brizon qui avait cessé de l'être : « On n'est pas mal ici pour casser, M. le Député. Causons donc, et remercions d'abord la destinée qui nous fut élement, en somme. Vous pourriez être écartelé. Je pouvais finir en potissière de cristaux impondérables, car votre bras, en me saisissant, avait des intentions aussi claires que la flamme d'un revolver. Tout est donc bien qui finit bien. Mais oserai-je vous dire que vous avez mal commencé ? Je l'oserai si vous me promettez, non pas cette immunité toute relative qui a consenti à vous envoyer ici, à mes côtés, mais l'immunité globale et progressive dont nous avons si longtemps joui ensemble, là haut, côte à côte, en cette chaire d'impunité qu'est la tribune française aux apôtres de Kienthal ? Vous promettez, M. Brizon ? Vous promettez de ne plus, visant la tête de M. Bouge, de ne plus me jeter, à mes risques et périls, à la tête de M. Alexandre que vous voyez encore frotter sa bosse frontale et éponger sa calvitie diplomatique rehaussée de l'or de sa chaîne d'huissier de première classe. Car en M. Alexandre, l'homme public est de première classe.

Vous promettez, M. Brizon ? — Je promets. Le malheur nous rassemble et nous égalise sous son niveau. Malheur, je ne suis pas cruel. — Alors, je continue par où vous avez commencé. Vous avez insinué, M. Brizon... — Moi insinuer ? Jamais. Je parle toujours sans exorde, et même sans péroraison. — C'est ce que j'allais dire, avec votre permission. Vous avez donc énoncé *ex abrupto*, et sans prendre de gants... Des gants, moi, Brizon ! — Et sans prendre de gants que nos poilus vont travailler maintenant pour le tsar de Russie comme on travaillait autrefois pour le Roi de Prusse. Et ça, vous le pensez, sincèrement, M. Brizon ? Si vous le pensez, c'est bien grave pour vous. Et, pour ma part, je ne vois pas de remède à cela. Si vous le pensez, il est inutile que je vous montre, dans le passé, Charleville, la Marne, l'Yser, Verdun ; dans l'avenir, notre sol libéré, la Belgique affranchie, la Serbie restaurée, la France triomphante, l'Allemagne et ses complaisances militaires anéantis, leurs crimes châtiés, la justice vengée, la paix, non pas la votre, Brizon, mais la paix française établie pour cent ans peut-être sur la ruine de l'infamie prussienne. Si vous le pensez, il ne faut pas que je vous signale la coïncidence. Comprendriez-vous pourquoi vous appelez la paix dans le même moment que l'Allemagne la demande ? Discerneriez-vous les mobiles de l'ennemi, ses besoins pressants, son désastre fatal ? Oui, si vous pensez qu'on se bat pour Nicolas, il n'y a rien à faire. Vous n'êtes pas sans excuse. — Et si je ne le pensais pas une supposition que je ne le pense pas ? — S'il était permis de supposer que vous ne le pensez pas, oh ! alors, ce serait bien plus grave ! Mais cela, je ne le suppose pas. Vous le pensez, M. Brizon, vous le pensez, vous dis-je. Je connais bien vos pensées, moi que vous buvez avec passion et sans méfiance. Nous autres, verres à Sénateurs, verres à Députés, nous gardons au fond de nous-mêmes la quintessence des âmes parlementaires. N'est-il pas vrai, M. Brizon, que lorsque vous me portez à vos lèvres, vous goûtez un peu de tous vos collègues à la fois, j'entends de ceux qui bravent la tribune ? — Oui, et je fais souvent la grimace. — Il y a de bons patriotes ! — J'en suis ! — Comme Bouge ? — Autrement, voilà tout ! — Voilà tout, en effet. Dites donc M. Brizon ? — ? — Aidez-vous les hypothèses ? — Selon ! — Celle-ci, par exemple, j'imagine, je consulte en esprit un représentant du peuple si pauvre de cœur qu'il ramène tout à son intérêt électoral et parlementaire. Frappé de strabisme, il a un œil tourné vers sa circonscription et l'autre vers le marquis ministériel. Il ne voit jamais droit devant soi le devoir qui pourrait lui oûter son siège ou lui faire manquer les occasions d'escalader le pouvoir. Tel le charcutier d'Athènes, il annonce à Démocrite du saucisson chaud, encore du saucisson chaud, et toujours du saucisson chaud qui ne vient jamais d'ailleurs, même refroidi. Tel cet ancien ministre qui allait s'occuper des affaires des autres après avoir trop bien fait les siennes, représentant, qui est un mythe. — M. Brizon, ne l'oubliez pas, — pensez qu'il est toujours trop tôt pour songer aux intérêts publics. Il est trop tôt dans la démocratie. Par bonheur, il n'existe que dans la comédie, Aristophane, dans la croûte à souhait. Aristophane, déjà ! et d'autres après lui, en France, notamment, Sardou, Pailleron, Lemaitre, sans compter les autres. Vous les avez lus, M. Brizon, vous les avez lus ! Eh bien, M. Brizon, si un jour sur votre chemin de député, vous rencontriez un démagogue en chair et en os capable de tout sacrifier, tout, ou tout, à son présent et à son avenir politique, que lui feriez-vous à ce collègue indésirable ? — Ce que je lui ferais, ce que je lui ferais ? Je lui casserais mon verre sur la figure ! — Alors, je vais demander à M. Deschanel ma mise à la retraite. On ne sait pas ce qui peut arriver encore !

tions aussi claires que la flamme d'un revolver. Tout est donc bien qui finit bien. Mais oserai-je vous dire que vous avez mal commencé ? Je l'oserai si vous me promettez, non pas cette immunité toute relative qui a consenti à vous envoyer ici, à mes côtés, mais l'immunité globale et progressive dont nous avons si longtemps joui ensemble, là haut, côte à côte, en cette chaire d'impunité qu'est la tribune française aux apôtres de Kienthal ? Vous promettez, M. Brizon ? Vous promettez de ne plus, visant la tête de M. Bouge, de ne plus me jeter, à mes risques et périls, à la tête de M. Alexandre que vous voyez encore frotter sa bosse frontale et éponger sa calvitie diplomatique rehaussée de l'or de sa chaîne d'huissier de première classe. Car en M. Alexandre, l'homme public est de première classe.

Vous promettez, M. Brizon ? — Je promets. Le malheur nous rassemble et nous égalise sous son niveau. Malheur, je ne suis pas cruel. — Alors, je continue par où vous avez commencé. Vous avez insinué, M. Brizon... — Moi insinuer ? Jamais. Je parle toujours sans exorde, et même sans péroraison. — C'est ce que j'allais dire, avec votre permission. Vous avez donc énoncé *ex abrupto*, et sans prendre de gants... Des gants, moi, Brizon ! — Et sans prendre de gants que nos poilus vont travailler maintenant pour le tsar de Russie comme on travaillait autrefois pour le Roi de Prusse. Et ça, vous le pensez, sincèrement, M. Brizon ? Si vous le pensez, c'est bien grave pour vous. Et, pour ma part, je ne vois pas de remède à cela. Si vous le pensez, il est inutile que je vous montre, dans le passé, Charleville, la Marne, l'Yser, Verdun ; dans l'avenir, notre sol libéré, la Belgique affranchie, la Serbie restaurée, la France triomphante, l'Allemagne et ses complaisances militaires anéantis, leurs crimes châtiés, la justice vengée, la paix, non pas la votre, Brizon, mais la paix française établie pour cent ans peut-être sur la ruine de l'infamie prussienne. Si vous le pensez, il ne faut pas que je vous signale la coïncidence. Comprendriez-vous pourquoi vous appelez la paix dans le même moment que l'Allemagne la demande ? Discerneriez-vous les mobiles de l'ennemi, ses besoins pressants, son désastre fatal ? Oui, si vous pensez qu'on se bat pour Nicolas, il n'y a rien à faire. Vous n'êtes pas sans excuse. — Et si je ne le pensais pas une supposition que je ne le pense pas ? — S'il était permis de supposer que vous ne le pensez pas, oh ! alors, ce serait bien plus grave ! Mais cela, je ne le suppose pas. Vous le pensez, M. Brizon, vous le pensez, vous dis-je. Je connais bien vos pensées, moi que vous buvez avec passion et sans méfiance. Nous autres, verres à Sénateurs, verres à Députés, nous gardons au fond de nous-mêmes la quintessence des âmes parlementaires. N'est-il pas vrai, M. Brizon, que lorsque vous me portez à vos lèvres, vous goûtez un peu de tous vos collègues à la fois, j'entends de ceux qui bravent la tribune ? — Oui, et je fais souvent la grimace. — Il y a de bons patriotes ! — J'en suis ! — Comme Bouge ? — Autrement, voilà tout ! — Voilà tout, en effet. Dites donc M. Brizon ? — ? — Aidez-vous les hypothèses ? — Selon ! — Celle-ci, par exemple, j'imagine, je consulte en esprit un représentant du peuple si pauvre de cœur qu'il ramène tout à son intérêt électoral et parlementaire. Frappé de strabisme, il a un œil tourné vers sa circonscription et l'autre vers le marquis ministériel. Il ne voit jamais droit devant soi le devoir qui pourrait lui oûter son siège ou lui faire manquer les occasions d'escalader le pouvoir. Tel le charcutier d'Athènes, il annonce à Démocrite du saucisson chaud, encore du saucisson chaud, et toujours du saucisson chaud qui ne vient jamais d'ailleurs, même refroidi. Tel cet ancien ministre qui allait s'occuper des affaires des autres après avoir trop bien fait les siennes, représentant, qui est un mythe. — M. Brizon, ne l'oubliez pas, — pensez qu'il est toujours trop tôt pour songer aux intérêts publics. Il est trop tôt dans la démocratie. Par bonheur, il n'existe que dans la comédie, Aristophane, dans la croûte à souhait. Aristophane, déjà ! et d'autres après lui, en France, notamment, Sardou, Pailleron, Lemaitre, sans compter les autres. Vous les avez lus, M. Brizon, vous les avez lus ! Eh bien, M. Brizon, si un jour sur votre chemin de député, vous rencontriez un démagogue en chair et en os capable de tout sacrifier, tout, ou tout, à son présent et à son avenir politique, que lui feriez-vous à ce collègue indésirable ? — Ce que je lui ferais, ce que je lui ferais ? Je lui casserais mon verre sur la figure ! — Alors, je vais demander à M. Deschanel ma mise à la retraite. On ne sait pas ce qui peut arriver encore !

Sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant acceptation définitive des donations consenties à l'Etat par M. Auguste Rodin, nos députés ont voté :
Pour : MM. de Monzie, Bécays et Malvy.
La Chambre a adopté par 406 voix contre 63.

Compatriote
Notre compatriote, M. Jean-Médard Lapergue, adjudant de gendarmerie à Tunis, vient d'être porté au tableau de la Légion d'honneur.

Médaille militaire
Est décoré de la médaille militaire et de la croix de guerre avec palme :
Défenseur Raphaël, soldat au 7^e rég. d'infanterie ; excellent soldat qui a fait preuve, en maintes circonstances, d'une

bravoure et d'un sang-froid remarquables. A été blessé très grièvement, le 27 septembre 1916, à son poste de guetteur, en première ligne.

Nos félicitations.

Citation à l'ordre du jour

M. le docteur Monnot, de Marciac-la-Croze, installé aux Quatre-Routes (Loz) pour la seconde fois au front, a obtenu la croix de guerre avec la citation suivante : « A organisé son service aux avant-postes d'une façon remarquable ; a donné à tous le meilleur exemple de son sang-froid et de bon cœur, lors d'une émission de gaz asphyxiants. »

Nos félicitations au vaillant docteur.

Caisse d'épargne de Cahors

La caisse d'épargne est heureuse de porter à la connaissance des déposants qu'à partir du 1^{er} janvier 1917, l'intérêt des dépôts sera porté de 3 fr. à 3 fr. 50 pour cent.

En outre, elle leur rappelle que les dépôts peuvent s'élever à trois mille francs par livret, que les retraits de fonds sont libres, comme avant la guerre et que les versements annuels ne sont plus soumis à aucune limitation.

Stade Caduroien

Réunion ce soir samedi à huit heures précises au siège du club.
Présence absolument indispensable.

Ordre du jour :
Match Cahors-Caussade, le 24.

Les lieux de sépulture en Belgique

Le gouvernement vient de recevoir communication de la liste des soldats français morts et inhumés dans la province de Namur et dans la région de Givet, Fumay, pendant les premiers mois de la guerre.

Les familles françaises qui ont perdu un des leurs en 1914 dans ces régions peuvent dès maintenant, obtenir des indications précises sur les lieux de sépulture. Elles pourront s'adresser au bureau de renseignements de l'école militaire, à Paris, pour demander ces indications.

Avis

La gare de Petite Vitesse sera fermée aux expéditions (sauf bestiaux en provenance d'une foire ou d'un marché ayant lieu pendant la période de fermeture), pendant les journées des 18, 19 et 20 décembre.

En Grande Vitesse il ne pourra être accepté que des envois de 500 kilos au maximum par jour d'un même expéditeur à un même destinataire.

Pharmacie de service

Dimanche 17 décembre, le service des Pharmacies sera assuré par la Pharmacie ARNAL
Rue Fénelon.

Etat-civil de la ville de Cahors

Du 9 au 16 décembre

Naisances

Contou Louis-Marius, Place Saint-Georges, 8.
Fabre André-Paul, à la Maternité.

Publications de Mariage

Peyridieu Baptiste-Henri, employé de commerce à Cahors et Bru Marie-Louise, s. p. à Cahors.

Décès

Testut Pauline, repasseuse, 86 ans, rue de la Daurade, 16.
Gavens Jean, cultivateur, 46 ans, Hospice.
Engelbert Marie, veuve Gauthier, 57 ans, rue du Château-du-Roi, 27.
Roussel Louis-Jean-Baptiste, ancien magistrat, 70 ans, Hospice.
Blanc Jean-Jules, 60 ans, rue Leslie, 12.
Fournié Marguerite, veuve Allias, 75 ans, rue de la Préfecture, 3.
Pezet François, cultivateur, 64 ans, à la Marchande.

LA HERNIE

Guéris

CHUTES DE MATRICES

DÉPLACEMENTS DES ORGANES

S'il est une GRANDE VICTOIRE, c'est celle que chaque jour la MÉTHODE LE ROY remporte sur « LA HERNIE ». Les récentes preuves ci-dessous sont bien la confirmation des milliers de guérisons déjà publiées :

M. DOUSSIÈRES, aux Vignes, p. Mascros (Lozère). Hernie inguinale droite, guérie en 3 mois.

M. TRIOLLIER, à Védrine, p. Brioude (Hte-Loire). Hernie inguinale droite, guérie en 3 mois.

M. SEBASTIEN, à Auzits (Aveyron). Hernie inguinale gauche, guérie en 3 mois.

M. COSTE, à Castelmary (Aveyron). Hernie inguinale droite, guérie en 2 mois.

M. BARRES, à St-Just, p. Nancelle (Av.) Hernie scrotale double, guérie en 2 mois.

M. LOURDAU, à Gaillac (Aveyron). Hernie inguinale droite, guérie en 2 mois.

M. CHAMBON, à Cornède (P.-de-Dôme). Hernie inguinale droite, guérie en 2 mois.

M. ARCHIMBAUD, à Plauzat (P.-de-Dôme). Hernie inguinale, guérie en 2 m.

M. BARREAU, à Saint-Sernin (Tarn). Hernie inguinale gauche, guérie en 2 mois.

VOILA DES RESULTATS !!!
Hésiter encore serait être son propre bourreau ! Aussi nous engageons tous les intéressés à venir voir l'éminent spécialiste à :

Montauban, mardi 26 décembre Grand Hôtel de France.

Souillac, vendredi 29, Hôtel Moderne.
Cahors, samedi 30, Hôtel Terminus (près la gare).
REROY, 75, rue Fab. St-Martin Paris (X^e).

CHARBON

Economie de 50 % par l'emploi du SELDONITE. Notice gratuite, Agents détaillés. CORNEAU, 87, rue St-Lazare, Paris.

Cajarc

L'exploitation des mines. — Notre confrère du XX^e Siècle, de Cajarc, avait demandé à M. le Ministre des Travaux Publics qu'une loi assimile les petits gisements de charbon aux carrières ouvertes sur simple déclaration avec vente libre des produits, pour parer à la crise actuelle. Il a reçu la réponse suivante :

Paris le 28 novembre 1916.

Monsieur
Par lettre du 12 novembre courant, vous m'avez entretenu d'une proposition consistant à autoriser les propriétaires fonciers à exploiter librement les affluements de mines de combustibles existant dans leurs propriétés.

D'après la législation existante, les propriétaires sont libres d'entreprendre tous travaux de recherches dans les terrains qu'ils possèdent ; ils peuvent également disposer des produits de ces recherches avec l'autorisation du Préfet. Il y a

donc de ce fait possibilité d'augmenter la production houillère du pays, pour satisfaire aux besoins domestiques.

Quant à une modification de la loi sur les mines assimilant les affluements houillers aux carrières à ciel ouvert, elle n'est pas sans présenter de sérieux inconvénients.

Néanmoins, cette question rentre dans la catégorie de celles qui sont actuellement mises à l'étude et ne sera pas perdue de vue par mon administration.

Recevez, monsieur, mes salutations distinguées.

Le Directeur des Mines,
Signé : WEISS.

Notre confrère a demandé que toute mine non exploitée soit réquisitionnée et exploitée par l'Etat, à son profit, par voie de régie directe ou intéressée, afin de parer à la négligence ou au mauvais vouloir des propriétaires du sol.

Il y a, en effet, presque partout, des quantités de combustibles que ne permet pas

d'exploiter la loi de 1810 et la mine est la base des usines de guerre.

Bédur
Citation à l'ordre du jour. — Le fils de notre ami et compatriote Courtiol Alfred soldat au 6^e d'infanterie en ce moment sur le front a été cité à l'ordre du jour.

« Parti comme volontaire le 18 octobre pour accompagner son chef de section dans une patrouille périlleuse faite de jour qui eut pour résultat la capture d'un officier ennemi à 50 mètres des tranchées allemandes et sous leur feu. »

Nos plus sincères félicitations à ce poilu de 20 ans.
B. L.

Le propriétaire-gérant :
A. COUÉSANT.

DEPÊCHES OFFICIELLES

COMMUNIQUÉ DU 15 DÉCEMBRE (22 h.)

Un beau succès. -- 7.000 prisonniers

Après une préparation d'artillerie qui a duré plusieurs jours, nous avons attaqué l'ennemi au nord de Douaumont, entre la Meuse et la Woëvre, sur un front de plus de 10 kilomètres.

L'attaque s'est déclanchée à dix heures. Le front ennemi a été partout enfoncé sur une profondeur de trois kilomètres environ.

Outre de nombreuses tranchées, nous avons enlevé les villages de Vacherive, Louvumont, les Fermes des Chambres, les ouvrages d'Hardaumont et de Pezonvaux.

Nous avons fait un grand nombre de prisonniers, non encore exactement dénombrés : 7.000, dont 200 officiers, sont déjà passés par les postes de commandement.

Nous avons pris ou détruit de nombreux canons d'artillerie lourde, de campagne et de tranchées, et un matériel considérable.

Malgré le temps défavorable, l'aviation a pris une brillante part au combat.

Le succès est complet.
Les troupes témoignent d'un très vif enthousiasme.
Nos pertes sont légères.

Sur le front Anglais

Activité de l'artillerie

Londres, 15 décembre, 21 h. 10.
Une attaque dirigée, la nuit dernière, contre nos positions de la région de Lesbœufs a été arrêtée par nos tirs de barrage, avant d'avoir pu atteindre nos lignes.

Nous avons pénétré dans les tranchées ennemies au sud d'Armentières et à l'est de Vierstraet.

Au début de la nuit, un coup de main exécuté avec de gros effectifs a tenté de forcer nos lignes au sud de Saint-Eloi. L'ennemi, qui n'a pu arriver qu'en très petit nombre jusque dans nos tranchées, a été aussitôt rejeté après avoir subi des pertes importantes.

Notre artillerie a pris, cette nuit, sous son feu, Achiel-Petit et les voies de garage au sud de cette localité.

Nos positions de la crête de l'observatoire et du mont Sorrel ont été violemment bombardées au cours de la journée. Nous avons répondu avec efficacité.

Sur le reste du front, l'activité de l'artillerie s'est poursuivie avec intermittence.

Communiqué du 16 Déc. (15 h.)

Sur la rive droite de la Meuse, l'ennemi n'a tenté aucune réaction d'infanterie au cours de la nuit.

Bombardement assez vif de l'ensemble de notre nouveau front.

Il se confirme que quatre divisions françaises ont mené l'attaque, hier, entre la Meuse et la Woëvre et ont battu, au moins, cinq divisions allemandes dont tous les régiments ont été engagés.

Il a été fait des prisonniers de tous ces régiments.

Dans la région de Chauvoncourt, un coup de main nous a permis de ramener des prisonniers.

Partout ailleurs, nuit calme.

Télégrammes particuliers

Sur le front Russe

Vaines attaques de l'ennemi

Sur le front Roumain, nouveau recul de nos alliés

Dans la région de Zouhillo, au sud du bourg de Kisilene, l'ennemi a tenté de prendre l'offensive, mais ses tentatives ont été paralysées par notre feu.

Dans la région de Grabkowce, nos éclaireurs ont découvert au cours de la nuit un détachement ennemi qu'ils ont contraint, à l'aide de grenades à main, à regagner ses retranchements.

Dans la région de Battyup-Goukalouze et Kabarowce-Malinowce, l'ennemi, après avoir bombardé nos positions, a pris, vers cinq heures du soir, l'offensive le long du chemin de fer Zlotchew-Tarnopol, mais il a été rejeté par notre feu.

Dans la région Malinowce seulement, il a pénétré dans nos tranchées d'où nos réserves ont pu les déloger.

Dan la région à l'est du village Kouhli, l'ennemi a attaqué au cours de la nuit nos arrières-gardes et a réussi à repousser l'une d'elles.

Nos avions ont livré trois combats aériens dans la région de Zelogece-Nouchouce et Malinowce et ont forcé l'ennemi à prendre la fuite.

FRONT DU CAUCASE. — Aucun changement.

FRONT ROUMAIN. — Dans la région de Buzu, nos troupes et celles des Roumains reculent sous la poussée ennemie, en conséquence, la retraite des troupes situées sur la rivière Zablomitz et Libezla a commencé.

Dans les Balkans

Action vive partout

La retraite des Roumains

Des renseignements, de source bulgare, signalent la très grande activité de nos avions. Nos avions bombardent les voies et communications sur le front.

Dans la mer Egée, des vaisseaux de guerre Russes ont bombardé le sud-ouest de Maronia, sur la côte bulgare.

Enfin les Bulgares disent que leurs troupes ont occupé Fetesci, en face Cernavoda.

De Genève on mande que la retraite roumaine se poursuit.

Les Roumains semblent se replier jusque sur la ligne du Sereth.

Activité des Boches en Belgique

D'Amsterdam :
Les Allemands reprennent une activité fiévreuse en Belgique. De nombreuses troupes sont occupées à construire des chemins de fer, des ponts et d'autres ouvrages.

Les chefs d'Etat-Major allemands auraient inspecté ces ouvrages jeudi.

La situation intérieure de l'Allemagne

est très sérieuse
De Rome :
Des renseignements certains disent que la situation intérieure de l'Allemagne est très sérieuse.

LES DIFFICULTÉS DE TOUTES SORTES S'ACCUMULENT et suscitent en beaucoup d'agglomérations des mouvements inquiétants.

DANS L'ATTENTE DE LA PAIX

LES BARBARES SONT ENTHOUSIASTES !

De New-York :
L